

UNIVERSITE DE PARIS I. PANTHEON SORBONNE.
Séminaires sur la Théorie de la Rente et les Ressources Minières
1980-81

LA THÉORIE DE LA RENTE ET SES
IMPLICATIONES POUR L'ETUDE DES RESSOURCES MINIÈRES.

INTRODUCTION AU SEMINAIRE.¹

par

Saul Alanoca

Le problème des ressources naturelles, et tout spécialement celui des ressources minières, considérées en tant que ressources non reproductibles, semble être un des points de fissure des discours de l'Economie Politique, qu'ils soient classiques, marxistes ou néo-classiques. Ceux-ci se présentant en tant que corps théoriques cohérents qui prétendent expliquer l'ensemble des phénomènes économiques des sociétés, deviennent impuissants face à incohérences et aux paradoxes qui surgissent, lorsqu'ils doivent définir le rôle et la place des ressources naturelles non renouvelables dans leurs théories. La globalisation totalisante de ces théories devient stérile vis-à-vis de l'hétérogénéisation unificatrice que présentent ces ressources.

Longtemps oubliées et négligées par les maîtres-penseurs de l'Economie Politique du 20^{ème} siècle, il n'en était pas de même avec ceux du 18^{ème} et du 19^{ème} siècle. Ceci obéit naturellement aux conditions de reproduction des sociétés dans le temps : les unes se reproduisent en fonction de leurs ressources naturelles tandis que les sociétés postérieures se renouvellent en fonction de l'épuisement des ressources des premières, c'est-à-dire avec d'autres matières premières que les siennes, que ce soit à travers l'échange de produits de même valeur, ou par appropriation à la suite de l'imposition de rapports économiques asymétriques. Cette situation a, semble-t-il, prévalu au cours des cent dernières années, d'où, en partie, l'absence de théorie de la rente.

Les discussions portant sur la terre, la production agricole et la rente, ont permis dans le passé au discours de l'Economie Politique de construire une théorie de la rente foncière, élargie aux autres produits du sous-sol. Ainsi, selon cette théorie, les produits des terres inégalement fertiles se vendent toujours au même prix, et ont la même valeur d'échange, quoiqu'ils représentent des dépenses de travail différentes. *"Le fermier qui cultive les terres les plus fertiles peut apporter son grain au marché à un prix beaucoup plus bas que les autres qui cultivent des champs plus pauvres... Cependant, il sera à même de vendre son grain au même prix sur le marché que ceux qui occupent des terres plus pauvres... Il aura donc un bien plus grand profit à cultiver le terrain le plus fertile, mais comme ce profit ira en décroissant, au fur et à mesure qu'on va vers des terrains plus stériles, il ne doit arriver à la longue que les frais nécessaires pour cultiver tel terrain de qualité inférieure soient égaux à la totalité du produit"*. La précision de cette approche sur la production agricole et son échange ressemble à celle des théoriciens les plus réputés de la Théorie de la Rente, tels qu' **E. West** (1815), **Malthus** (1815) ou **Ricardo** (1817), son représentant le plus célèbre, aux mais on doit à **James Anderson**, fermier et commerçant écossais,

¹ Séminaire ouverte aux investigateurs intéressés par la théorie économique et les ressources minières des différentes universités.

*Afin de nous rendre compte de tout le processus d'extraction minière et les difficultés de la théorie de la rente du sol, on vous présente à la fin, 3 diapositives des travaux d'extraction et production minière dans l'antiquité et au 16-18^{ème} siècle en Allemagne et France.

l'interprétation de la valeur d'échange et de la rente, qu'il définit quarante ans auparavant, dans un livre intitulé "*Observations on the Means of Exciting a Spirit of National Industry*", (Edimbourg, 1777), c'est-à-dire à l'époque—même où **Adam Smith** publie son livre sur les "*Recherches sur la Nature et la Cause de la Richesse des Nations*" (1776), et **Turgot**, ses "*Dialogues sur le Commerce des Blés*" (1770). Avec la naissance du système industriel, la question agraire se pose de façon plus aigüe, en raison de l'augmentation du prix de la terre et de l'urbanisation. Celle-ci engendra parallèlement une diminution de la main d'œuvre on agricole, une augmentation du prix des logements dans les villes, donc des terrains, et une hausse des prix des produits agricoles.

La discussion sur la rente reprendra dans les années 1815-1820, entre **West**, **Malthus** et **Ricardo**. Elle portera, entre autres, sur la chute du profit agricole, le commerce avec les autres nations et leur espace économique. La question surgira de nouveau 20 ans plus tard, avec **Proudhon** (1840), **J.S. Mills** (1848) et **K. Robertus** (1851).

En Allemagne, à la suite de **J.M. Von Thünen** (1824), **F.C.B. Herman** présente des approches originales qui seront reprises par es certains économistes des années 1970. Dans son "*Staatswirschftliche Untersuchunger*" (Traduit sous le titre "*Recherches Economiques*" en (1832), il considérait la rente du sol comme un simple cas particulier de la rente des capitaux fixes, tandis que les capitaux circulants, par leur déplacement, ont presque toujours un même taux de revenu; les capitaux fixes sans mouvement, ne peuvent, quant à eux, se multiplier aussi rapidement. Il en résulte donc un revenu supérieur au capital circulant, appelé rente. Or celle-ci peut leur rester acquise pendant longtemps si les nouveaux capitaux fixes qui entrent en concurrence avec les premiers n'ont pas la même productivité. Le cas des terrains est similaire. **A.E.F. Schaeffle** (1867), précurseur des idées du socialisme organique et biologique, insiste sur l'idée que la rente n'est pas un don de la nature, parce que le sol est incapable de déplacement. En même temps, **W.S. Jevons**, dans "*The Coal Question*" (1865), développe les premières bases de l'économie marginaliste, à la suite de **Von Thünen et Gossen** (1854), en étudiant l'épuisement proche des mines de charbon anglaises ; Jevons accorde une importance particulière à la demande plutôt qu'à l'offre, à l'utilité du consommateur, plutôt qu'aux coûts de production.

Le déclin de l'Economie Politique classique devient plus sensible dans les années 1870, avec l'apparition des ouvrages de **W.S. Jevons** (1871), **Walras** (1874) et **C. Menger** (1872), qui réintroduit la théorie de la rente dans la théorie générale des prix. "*Les services de la terre n'obéissent pas, en ce qui concerne la valeur, à d'autres lois générales que les services des machines, des instruments, des maisons d'habitation, ou des fabriques, ou que tous les autres biens économiques, de quelque nature qu'ils puissent être*" Menger dans "*Fondement de l'Economie Politique*". A la différence de Jevons, qui s'attachait à l'utilité, il insiste sur la valeur (subjective) dont il fait le fondement de l'économie politique.

Leon Walras, par la suite, établira un lien étroit entre la Théorie de la Valeur et la Théorie des Prix. Il subit fortement l'influence de son père, A. Walras, en ce qui concerne les notions de limitations dans la durée et dans la quantité, où il prend l'idée de rareté des ressources qu'il associe à la notion d'intensité du dernier besoin satisfait et de richesse sociale. Il est également influencé par **Cournot** (*Théorie des Prix*), **A. Depuît** (*Rente du Consommateur*) et par "un économiste inconnu", **H.H. Gossen**, à propos de la restitution de la propriété du sol à la communauté l'abolition des impôts et l'appropriation de la rente foncière par l'Etat. De même que **Henry George** (1879) ou **A.R. Wallace** (1882), Walras présuppose une conciliation entre le socialisme et l'individualisme, qu'il qualifie de Socialisme Libéral ou Socialisme Synthétique ou Synthétisme. Pour aboutir à cette société, il propose des réformes sociales dans le domaine de la distribution et de l'initiative individuelle basées sur la libre concurrence dans la production. "*Une nouvelle société, telle que je la conçois, éliminera la vraie cause et les conditions de la propriété privée de la terre et des monopoles*", nous dit—il, dans "*Etudes d'Economie Sociale*, 1896 (E.S., p. 237). Il s'exprime également dans "*La Théorie Mathématique du Prix des Terres et leur Rachat par l'Etat*" (1880), sur les aspects plus techniques de la nationalisation de la terre et l'augmentation des rentes de l'Etat à travers l'intensification de l'agriculture et de la production industrielle. Selon Walras, l'Etat et l'individu se complètent dans leurs intérêts collectifs et personnels. Le premier est chargé

d'assurer les conditions générales de reproduction de "l'Homme Social", qui, suivant ses aptitudes, son travail et sa persévérance, obtient une position personnelle dans la société, dont bénéficient la collectivité et l'Etat. Ceci sera facilité par la nationalisation de la terre et l'appropriation de la rente, qui permettront aux particuliers de ne pas payer d'impôts sur le fruit de leur travail, et donc d'épargner et d'investir la part de leurs revenus autrefois absorbée par la fiscalité. Ainsi, les membres de la société pourraient devenir de petits capitalistes et une multitude d'entreprises de petite taille surgirait dans l'économie. Grâce à l'absence de propriété privée de la terre, l'Etat pourra empêcher toute formation de monopoles. L'égalité des conditions et l'inégalité des positions résultant de la propriété privée du capital, du travail, des revenus et de la propriété collective du sol et de la rente seront le fondement de l'organisation qui permettra la justice sociale selon L. Walras.

D'après lui, personne ne peut prétendre, au nom de la société, à la propriété exclusive de la terre et de ses ressources, "*en termes juridiques, l'humanité est la propriétaire de la terre que la génération présente détient en gérance*" (E.S., p. 218). Puisque la société est composée d'hommes vivant en société, qui se complètent avec l'Etat, celui-ci doit agir pour le bien de tous : "*il sera en mesure de laisser aux futures générations non seulement un capital semblable à celui d'aujourd'hui, mais accru et multiplié*" (E.S., p. 225), ainsi que le professent les Physiocrates Quesnay et Turgot. De même que Gossen, Walras propose de réaliser la justice sociale (égalité des conditions et inégalité des positions) à travers le rachat des terres par l'Etat, en payant aux propriétaires la rente future sur laquelle ils comptaient (J.S. Mills propose également une rente future, et H. George, une rente actuelle). Le moyen envisagé consiste à ajouter au prix du rachat de la terre, les rentes attendues par les propriétaires. Ce rachat se ferait à travers une émission de rentes dont les titres leur seraient octroyés. L'Etat, grâce aux fermages perçus, qui s'élèvent progressivement, paie les intérêts de la dette et les amortit peu à peu. Cependant, cette solution soulève des problèmes dans l'ensemble du système de Walras, en raison de l'absence d'explications sur les valeurs d'échange, la répartition des revenus, et les problèmes de surproduction dans la Théorie de l'Equilibre, par exemple. Si l'Etat paie la "valeur mathématique" des terres en incluant dans ce prix, une somme correspondant aux accroissements escomptés de la rente du sol, de quelle manière amortira-t-il cette somme. Si la valeur du sol est correctement calculée, l'intérêt du prix du rachat et les sommes à percevoir comme fermages des terres doivent alors s'équilibrer exactement, étant donné que les unes ne sont que les prix des autres et l'Etat ne trouvera jamais dans la rente du sol de quoi rembourser le capital emprunté.

Dans la même période que Walras et Marshall (1890), surgit la société des Socialistes Fabiens, ayant comme représentant principal **Sydney Webb**. Attachés au début aux idées de Marx, ils réfutèrent bientôt la théorie de la Valeur-Travail et se rapprocheront de S. Jevons, de Marshall et surtout de Ricardo (marginalisé) et de sa théorie de la rente. C'est cette théorie qui est, à leurs yeux, la base de l'économie collectiviste "*cette présomptueuse demi-science et ce préjugé qui conduit des générations de socialistes à emprunter à A. Smith et aux économistes classiques, la théorie fautive qui affirme que le travail crée tout seul la valeur, sans rendre leur esprit maître de cette insaisissable et bien plus difficile loi de la rente économique, qui est la véritable pierre angulaire de l'économie collectiviste*", écrivent **S. Webb et Madame Webb**, dans "*Histoire du Trade-Unionisme*" (p. 116). Se réclamant du "Socialisme d'Etat", ils proposent l'organisation économique de la société par celui-ci, en percevant "toutes les formes" de rentes économiques de la terre et du capital. La richesse, d'après les Fabiens, est sociale dans son origine et devra être de même dans sa distribution. Dans ce système, tous seront des salariés et l'industrie sera organisée en fonction de la "communauté toute entière", afin d'assurer à tous des possibilités et des droits égaux. "*Ce n'est pas pour les mineurs, les cordonniers ou les employés de commerce que nous réclamons la direction ou le profit de l'industrie, c'est pour tous les citoyens*" (Fabian Essays (F.E.), p. 35), disent les Fabiens, qui voient, à travers les municipalités, les paroisses ou le gouvernement, une intervention accrue et positive, dans la société anglaise, de l'Etat qui régule et réglemente la vie de la communauté, dans les bibliothèques, les parcs, les routes, les hôpitaux, etc. Il surveille et concurrence l'industrie privée, constitue et énonce les règles et les ordonnances de "la durée du travail, prescrit l'âge de l'ouvrier..., l'heure de repos et celle des repas, ... comment les salaires seront payés..., comment seront payés, garantis, et protégés les machines, les ascenseurs, les mines, les carrières, etc... De tous côtés, le capitaliste individuel est inspecté, contrôlé et, le cas

échéant, remplacé par la collectivité” (F.E., pp. 47, 49) ². L’Etat, en percevant les rentes du sol, de même que celles du capital (de rendements différents), ou celles de l’habileté ou de la situation sociale, confèrera à tous des conditions équitables.

En réfléchissant ainsi sur la théorie de la rente (selon Jevons, Marshall, les Fabiens, etc.), on pourra même dire que la théorie subjective de la valeur basée sur l’utilité marginale n’est autre chose qu’une application de la théorie de la rente des Classiques (voir Ricardo) à la demande des consommateurs. Pourtant, ce n’est que pendant les années 1890, que les économistes, tels que K. Wicksell (1893), P.H. Wicksteed (1894) et J.B. Clark (1899) percevront que la théorie de la rente de Ricardo est un cas théorique particulier d’une théorie beaucoup plus générale. Ricardo (1817-20) démontre que la terre, facteur fixe (indestructible et non reproductible) à utilisation spécifique, ne permet qu’à certains propriétaires de percevoir une rente, tandis que celui qui produit sur la terre la moins fertile, perçoit une rente égale à zéro, et un taux de profit moyen dans le meilleur des cas.

Mais si la terre est objet d’usages alternatifs, l’unité de la dernière terre ou de la marge sans rente disparaît, selon les trois auteurs précités, qui, en même temps, considèrent possible de tracer une marge sans salaire, où le prix peut être décomposé en intérêt et rente, ou de tracer une marge sans intérêt où le produit total de cette marge ne peut se décomposer qu’en salaires et rente. Ils s’intéressent surtout au fait que tout facteur variable doit obtenir une rémunération égale à son produit marginal.

Par la suite, c’est la confirmation de la domination de l’économie néo-classique avec les apports de M. Pantaleoni (1889, 1904), Pareto (1896, 1906) et ceux de **G. Cassel** (1903), J. Schumpeter (1912) et G. Sensini (1912) qui abordent plus directement la théorie de la rente. C’est particulièrement G. Cassel qui se préoccupe des problèmes de la production minière dans cette période de pensée néo—classique. Il pense que le propriétaire de la mine doit considérer le profil de l’exploitation dans le temps, afin d’en maximiser la valeur actuelle par rapport à la différence des revenus et des conflits futurs. Dans certains cas, il suppose que la mine va recevoir un prix qui correspond à un surplus par rapport aux coûts en capital et travail, tandis que dans d’autres cas, ceci ne se réalise pas. Cependant, dans tous les cas, aucune distinction ne sera faite entre la rente et la royauté, puisque la totalité du surplus doit être considérée en tant que résultat d’un prix de rareté, permettant d’en augmenter les rentes.

Bien que ses interprétations soient discutables, la théorie classique de la rente est transformée totalement et disparaît progressivement du discours de l’économie politique. Avec la consolidation de l’économie néo—classique, la rente commencera à faire partie d’une série de revenus analogues.

Elle n’apparaît plus comme une “anomalie” économique due à des conditions de production spéciales (c’est-à-dire inégale fertilité du soi et décroissance des rendements), mais en tant que conséquence “normale” du jeu régulier des lois de la valeur. Ainsi, la rente du sol est reliée à l’utilité marginale, et insérée dans la théorie de prix du marginalisme. La théorie de la rente au sens des Classiques, après avoir joué un si grand rôle dans la pensée économique du 19ème siècle (jusqu’à L.V. Bortkiewicz et K. Kaustky, 1898 ou Maslow, 1901, M. Olénov, 1905 et Lénine, 1901-1907), s’évanouit dans la nature pendant quelques années pour devenir une simple curiosité historique d’économistes.

La production forestière, agricole ou minière est analysée de selon un étroit fil conducteur qui va de J.S. Mill, S. Jevons, A. Marshall et F.W. Taussig (1911), vers L. Gray (1914), J. Ise (1925), H. Hotelling (1931) et R. Solow, dans les années 1970. La rente de la terre des Classiques et de Marx est “épuisée”, de même que les gisements des ressources minières ; ce type de production ou celui des eaux poissonneuses est économiquement

² HEILBRONER, R.L.: Business Civilizations in Decline, Pelican- Books, New—York, 1977. De même que bon nombre de marxistes, il le considère comme un des facteurs d’affaiblissement du capitalisme ; d’autres, par contre (Sylos-Labini), y voient plutôt un phénomène de renforcement des liens entre l’Etat et les monopoles ou les oligopoles.

sanctionné ou déterminé historiquement ; la question sera plus ramenée à un rapport de distribution de revenu lié à la circulation marchande des ressources naturelles, par la même transformées en marchandises. La production minière devient donc une abstraction, une non-existence dans les approches ricardiennes et marxiennes du siècle contemporain, un espace vide, dira-t-on, où le tout et le néant se rejoignent pour permettre de construire et la cohérence théorique, qui rend crédible l'explication de l'enchaînement des processus de socialisation des individus, lequel ne serait autre chose que l'ensemble des actions qui tendent à fortifier la cohésion du groupe social.

La cohérence interne ainsi formée par exclusion dans le courant classique contemporain, nous amène à citer **J.B. Say** (1814), qui considérait déjà les problèmes spécifiques des ressources de la terre : “*les richesses naturelles, dit-il... ne pouvant être multipliées et épuisées, ne sont pas objets des sciences économiques*”. Cette exclusion des produits “*impérissables du sol*” permettrait de créer une théorie cohérente où interviendraient le capital-travail, la marchandise et la monnaie. Ceci faciliterait la construction d'un système économique qui préméditerait à l'avance la reproduction qui l'amènerait à la socialisation, système autoreproductible avec des flux monétaires écharnés les uns aux autres **La monnaie** devient symbole universel, et lien du social où la relation monétaire témoigne de son insertion dans le procès de socialisation. Elle devient principe de l'Equivalent général, c'est l'impérissable face auquel toutes les marchandises deviennent périssables, c'est le lieu de la substitution des marchandises en monnaie. Dans ce conteste le *taux d'intérêt* joue un rôle clef, qu'on abordera dans séminaires l'année prochain.

L'économie politique s'unifie ainsi en raisonnant à l'équilibre où le globalement nécessaire à la socialisation, devient nécessairement égal à soi-même modifié. Offre-demande disparaissent, elles se confondent. L'homogénéisation intérieure du langage forme son unité et élimine toute dimension psychologique en en préméditant à priori la réalisation. De même, sont exclues les dimensions de temps et d'espace, où tout se déroule. Des hypothèses! S'excluent, tandis que d'autres s'insèrent pour éviter que le discours de l'économie politique ne se désintègre. Les ressources naturelles non reproductibles souffrent du même phénomène; elles sont “impérissables”, font partie du tout et du néant, participent à tout procès économique; elles deviennent incommensurables, partie intrinsèque des éléments infinis, du zéro et du un, de la reproduction mythologique du physique, du sexuel et du social liés au dernier signifiant, l'équivalent général symbolisé dans la monnaie par laquelle s'expriment toutes les marchandises à leur valeur et qui incarne en soi l'ensemble qui constitue le semblant.³

Le maître penseur de l'économie politique constitue ainsi son discours imaginaire où le tout semblable est lisse et glissant, où les fissures de l'hétérogénéité sont non imaginables, puisque non existants. D'où la reproduction préméditée du social s'acheminant vers des sociétés dis-concentriques et lisses, composées d'individus socialement semblables, et éloignées de la morpho sociale du réel antérieur.

Ainsi, donc, tout ce qui déshomogénéise ce discours du futur dis-concentrique et lisse est exclu et devient partie active d'un passé concentrique hiérarchisé et du futur proche, qui ne sont autre chose que le présent de l'individuel. De cette manière, tout phénomène inquiétant devient partie du dehors, de l'extérieur du discours, inflation et crise, cycles chômage, sous-consommation et sur-consommation, surprofit et rentes seront ainsi des questions du domaine politique. Tout ce qui concerne le physique est également exclu, donc les ressources minières, le cuivre, l'argent, le pétrole, ou encore l'énergie nucléaire, l'uranium, l'or ou le zirconium ne sont pas des questions d'économie politique ni des problèmes économiques, elles sont du ressort des géologues, ingénieurs, gestionnaires, politiciens, mais non pas des économistes ; ceux—ci formalisent et établissent les lois du procès de socialisation de l'Economie Politique, rendent cohérent leur discours, qui, affronté aux faits des sociétés concentriques, devient crédible ou incrédule. D'où son succès ou son échec ; trop éloigné de cette société, il rentre

³ Deleuze G et Guattari F. Mille Plateau. Ed. Minuit 1980 Paris; Lantz P, Valeur et Richesse. Ed. Anthropos. 1977 Paris

dans le domaine de l'imaginaire, s'il s'enchaîne logiquement, il se rend accessible à certaines sphères des sociétés concentriques qui l'admettent ; trop près de celle—ci, il pénètre dans le domaine du morphe social du réel, devient moins homogène, mais saisissable, et par des liens intelligible pour un grand nombre de cônes propres aux sociétés concentriques, et moins crédible pour leurs divers sommets, qui exigent l'homogénéité du discours in situ.

Ceci semble être un des problèmes des différents discours de l'économie politique qui ont exclu les hypothèses du perpétuel qui apparaît partout ou ont inclus des hypothèses valables dans toute époque et société. La cohésion étant formée et la remise en question interne exclue, les discours ont évolué parallèlement. C'est dans les années 60, période de croissance industrielle et d'affrontement théorique, de mise en question des sociétés, de la colonisation et des rapports entre nations, que l'incohérence interne de l'une fait ressortir, par la suite, les fissures et les incohérences de l'autre.

Les *controverses cambridgiennes* ont conduit les économistes à réexaminer les hypothèses de base ; la décolonisation a fait resurgir la question de l'identité des peuples et des individus et, en même temps, a amené à considérer le problème de l'approvisionnement du système industriel en minéraux.

La réaffirmation des identités conduit à réaffirmer la souveraineté des peuples sur les territoires et à survaloriser leur sous—sol. En se réaffirmant, le peuple ou l'individu veut disposer de soi—même, devenir lui-même ; les points de référence sont minimisés quand ils sont extérieurs, et maximisés lorsqu'ils sont internes à lui—même. Ceci transforme progressivement les rapports économiques précédents ; les conditions de production sont déstabilisées et, en conséquence de la réaffirmation de la souveraineté d'un peuple sur un territoire, source de reproduction, celui-ci devient plus accessible de manière relative. Le questionnement théorique est obligé de s'élargir aux problèmes déterminés historiquement. Celui des filons épuisés de matières premières réapparaît après Mai 68, d'une part avec "*L'Echange Inégal, Essai sur les Antagonismes dans les Rapports Internationaux*" (A. Emmanuel, 1969), et, d'autre part, dans le développement de la 2^e partie de "*Production des Marchandises par des Marchandises*" (P. Sraffa, 1960), négligée partiellement au bénéfice de la première partie ; ainsi, resurgissent à travers Quadro-Curzio (1967), C. Manara (1968), B. Schefold (1971) et G. Montani (1972) le capital fixe, la production conjointe (Von Neumann, 1938) et la terre qui, tout en prolongeant les systèmes de production simple, remettent en question la cohérence interne de l'ensemble de l'œuvre.

C'est aussi la période de formation des cartels des producteurs de matières premières, OPEC (1960), CIPEC (1967), IBA (1974) GPM (1974) ; ils accentuent leur souveraineté et se réaffirment en tant qu'identités nationales. Le choc pétrolier de 1974 confirme l'importance des matières premières pour le système industriel et le système non industriel en tant qu'une des sources principales de reproduction des sociétés. La crise économique s'amplifie et touche sensiblement les zones industrielles, possédant peu de matières premières ; la rationalité et le contrôle de la régulation deviennent plus strictes. La crise précipite, en même temps, dans les pays les plus avancés industriellement et socialement (R.F.A., Suisse, Suède, Etats-Unis, Pays-Bas, Japon), la remise en cause d'une série de problèmes affectant leur société. Ils remettent en question la productivité et la nature du progrès, la richesse, le travail, la hiérarchisation, le pouvoir et la liberté, la production des biens, signe de richesse et de progrès, se voit dévalorisée au bénéfice de la valorisation de l'être.

La contestation apparaît dans les lieux les plus divers, tels que l'armée, les partis politiques, la famille (conflits des générations), la religion, le domaine sexuel (mouvements féministes et homosexuels), la musique populaire des grands shows éclate en une hétérogénéité de musiques autrefois ignorées : musique hindoue, reggae, punk, africaine, salsa, hard rock, etc. Le rigorisme de la mode (l'esthétique) ethnocentrique est brisé par le rapprochement musical et linguistique des différentes cultures. Le système du capital, tandis qu'il a conduit à l'ethnocide et à la logique dictatoriale a permis également l'ouverture d'espaces de liberté qui n'avaient jamais été conçus auparavant dans l'histoire des sociétés avec écriture (liberté de parole, de la presse, de mouvement, etc.). Il a engendré au même temps une rigueur rationnelle extrême, qui devient irrationnellement rationnelle, où

tout procès est strictement calculé et canalisé (bus, métro, travail, weekend, vacances, visites, etc.), où la marginalisation “volontaire” et contestataire est socialement acceptée (squatters, punks), où le côté sécurisant du système (assurance-vieillesse, sécurité sociale, allocations chômage, éducation, etc.) devient impuissant, face à la peur du néant, à l’augmentation de l’angoisse, de la tension, de la dépression, de l’incertitude, de l’isolement urbanisé des individus (retraités, divorcés, couples, émigrés). Les souvenirs d’enfance affluent : la famille, la niche, le quartier, le village, la campagne, la tranquillité, la sécurité affective, la pureté, le “jogging”, la diététique, c’est le retour à la mère-terre, le retour à la nature et l’apparition des mouvements écologistes.

Les conflits et coûts des externalités (environnement), ou l’asymétrie de l’information prennent autant d’importance que ce retour à la nature, la production minière ou la théorie de la rente dans les sociétés riches en ressource minières; c’est la sécurité de la continuité du système industriel qui est mise en question. La notion de rente jusqu’alors liée à la notion de richesse, de progrès, de fertilité, donc de sécurité, se transforme en lieu du gratuit, du sans-valeur. Les ressources du sous—sol donc de la terre, considérée en tant que nature, hétérogénéité, vie dans la conception des Physiocrates, deviennent autonomes tout en restant attachée à ce lieu de non—valeur qui veut refléter le tout.

L’étude de la théorie de la rente mise au premier plan au cours des 10 dernières années ; avec la décolonisation et le choc pétrolier, s’est élargie à sa révision et à un examen plus détaillé du capital fixe, de la production conjoint et, par conséquent, de la production minière et des prix de ces marchandises spécifiques.

Sur le plan pratique, son utilisation s’est affaiblie (tout en restant importante), en raison de l’avance technologique. Ainsi, paradoxalement, à la différence de tous les pays précédents qui ont mis en valeur leurs ressources naturelles pour s’industrialiser, aujourd’hui la Corée du Sud, Taiwan et Singapour sont en train de faire le contraire, grâce à leur commerce, l’éducation, l’appareil institutionnelle et leurs banques, ils sont entrées dans la fabrication d’appareils électriques de grande consommation, au textile, etc., autrement dit, sans matières premières propres, et en important plutôt celles qui leur sont indispensables.

Par contre, les pays de l’OPEP, de l’IBA, du CIPEC ou autres ont basé leur industrialisation sur l’exploitation de leur sous—sol, d’où l’importance de la production minière, forestière, agricole et de la théorie de la rente, non seulement en tant qu’appropriation du surproduit, mais aussi comme moyen de comprendre et appliquer les mécanismes d’exploitation du sous—sol, de détermination des prix, des rentes et des royalties, de concentration de la production régionale, de sa déconcentration, de la recherche ou de l’exploration minière, des nouvelles zones économiques, des nouveaux procès de production et de substitution, des produits joints, etc. On abordera une partie de ces problèmes dans des séminaires postérieurs.

Comme on a pu s’en rendre compte, les problèmes que pose la production minière sont si divers et si imbriqués les uns dans les autres, qu’on est obligé de s’imposer des limites. Afin de mieux comprendre cette question, on étudiera la théorie de la rente, non pas uniquement en tant que rente tout court, mais comme théorie qui permet de saisir certains des phénomènes spécifiques à la production minière, même si celle—ci est principalement axée sur la production agricole, c’est—à—dire sur les ressources naturelles renouvelables. Ceci nous révélera certaines différences par rapport à l’exploitation des gisements et nous fera également remarquer certaines incohérences qui serviront à nos études postérieures sur l’élargissement du même sujet, à savoir le procès de production agricole et minière (exploration extraction, exploitation, commercialisation, délocalisation, et nouvelle exploration), en tant que forme de reproduction préméditée du social, bien qu’encore éloignée de ceci, et donc de la théorie de la rente minière ou de la rente conjointe comme théorie de la production des ressources naturelles non reproductibles. On présentera dans une première partie, la théorie de la rente des classiques ; on abordera ainsi, en premier lieu, (seminaire1), la question de la rareté, des besoins et du travail dans ses aspects généraux, c’est—à—dire éloignés des centres propres à l’économie politique classique. Seront également abordés

de mon côté parmi d'autres présentations, les questions de l'hétérogénéité des terres chez A. Smith (séminaire. 2), et de la fertilité et de la décroissance chez D. Ricardo (séminaire. 3).

Par la suite, l'étude s'introduira dans l'économie politique des classiques, où la théorie de la rente sera étudiée à partir de D. Ricardo, P. Sraffa et K. Marx. Dans le premier cas (2.1), on s'intéressera à la présentation classique de la théorie de la rente, ainsi qu'à la difficulté des conditions de production. Dans le deuxième cas (2.2), on présentera les aspects essentiels de la première partie de Production des Marchandises (Sraffa), ce qui nous permettra de rendre plus compréhensible la question de la rente différentielle et intensive dans sa vision moderne. On présentera aussi plusieurs auteurs contemporains qui ont abordés ces sujets. L'étude des matières premières insérée dans la ligne qui relie Ricardo à Sraffa portera ensuite sur celle de la théorie de la rente de Marx (2.3), dont on essaiera de faire ressortir les éléments les plus importants, c'est-à-dire la rente absolue, son intérêt et ses incohérences, les rapports de force qu'elle impose, le prix de la terre et la rente de monopole.

Dans la partie suivante (Sem. 3), les questions de la production minière, de prix de production et des rentes sont situées à un niveau international. Ainsi, afin d'atténuer les différences qui apparaissent à ce niveau—ci (différences de structures économiques, de mentalités, et de situations politiques entre autres), on a utilisé certains éléments simples de la théorie mathématique des systèmes et de ensembles en particulier, qui nous permettent de comprendre l'insertion d'ensembles dissemblables (3.1), leur adhérence, leur insertion discriminante, leur contrôle et leur domination. Par la suite, l'axe est constitué à partir de la théorie de l'échange inégal (3.2), rendu cohérent par la théorie des prix de production l'approche des économies discriminantes (A. Delarue). Ceci permet d'élargir l'étude au problème de l'échange international des produits miniers (3.3) où royalties, rentes et prix de reproduction jouent un rôle non négligeable. Des tentatives seront faites afin de lier entre eux les systèmes de prix de production et de prix de monopole (3.3.4), de même que les questions complémentaires aux ressources minières et au redéploiement industriel.

Cette première partie théorique nous semble importante, non seulement parce qu'elle permet de poser les bases introductives de recherches théoriques ultérieures, mais aussi parce qu'elle nous facilitera la compréhension dans des séminaires et des études futures d'aspects plus concrètes ou moins abstraite que cette partie; ou le discours change de tonalité, et introduit l'étude concrète, l'économie de la morphologie du réel, l'économie politique du quotidien reflète pour le cas du Cuivre (Cu), dans l'économie mondiale. C'est une partie dite empirique ou opérative où ne seront repris que certains des éléments de la première partie, laquelle comme on l'a dit précédemment, est éloignée d'une certaine réalité, mais en même temps, la complète sur d'autres points. On fera plusieurs fois référence à la première partie, que ce soit pour affirmer certains problèmes de la production minière ou pour souligner des incohérences ou fissures du discours théorique lorsqu'il se trouve confronté à ce type de réalité que le discours globalisant prétend expliquer. Ceci permettra, de mieux comprendre et lier, dans des futurs séminaires, ces deux niveaux d'abstraction. L'étude des ressources minières, à partir de l'école classique, conduit obligatoirement à l'étude de la théorie de la rente, sans pourtant s'y limiter exclusivement. On tentera donc d'analyser les déplacements des zones minières qui ont permis le développement de certaines sociétés, telles que l'Empire Sumère, Rome, l'Allemagne, la Suède, l'Angleterre, le Chili, les Etats Unis, etc., et on étudiera la question de l'épuisement des réserves, de la diminution de teneur et de la production future. On approfondira le procès de production technologique qui nous aidera à comprendre la question des produits joints, de leur production et de leur appropriation dans l'échange. On mettra également l'accent sur la production du Cuivre secondaire, et des alliages, thème important des politiques minières des pays consommateurs et de l'augmentation du rôle de l'Etat qui sera abordé indirectement au cours du présent travail.

L'utilisation des méthodes traditionnelles de production par les producteurs des pays miniers nous permettra de distinguer divers aspects des économies discriminantes et l'apparition des rentes intensives, différentielles et même absolues. Les cas d'insertion et de rapprochement dans le système économique international sont abordés à travers trois stades du le procès de production, c'est—à—dire production du concentré, du blister et du raffiné où sont liées les économies industrielle et minière ; cette dernière sera examinée dans le cas du Zaïre, et de la Nouvelle Guinée Papouasie. L'accent sera mis sur la différence des modes de vie,

leur destruction, l'indépendance des peuples et leur assimilation dans la chaîne qui unit exploitation minière, produits joints et intérêts de la production industrielle.

La consommation mondiale de Cuivre (4.4) sera analysée par branche et groupe de pays ; ainsi, on pourra remarquer son importance dans la continuité de la production industrielle et la disproportion de sa consommation. Cette section est liée à la suivante (§ 4.5) qui traite du commerce international et permet de suivre la variation des structures de l'échange, la diversification, les liens dits historiques, l'importance des exportations du minerai ou du raffiné pour l'économie de certains pays. On analysera également le problème de la substitution du Cu par l'Aluminium (Al), important tant au niveau des prix qu'à celui des politiques minières. La commercialisation du Cuivre nous aidera à percevoir l'importance accrue des entreprises étatisées de commercialisation des pays miniers, leurs liens avec les Corporations de minières multinationales (C.M.M.), et ceux de ces dernières avec le LME. La détermination des cours et des prix du Cu sera examinée afin de rendre plus compréhensibles les séminaires futurs qui portent sur les prix, les coûts, les rentes et les économies des pays miniers.

Dans ces séminaires ou chapitres, on entreprendra donc l'étude des essais de contrôle de la production minière et de la détermination des prix et leurs effets sur le commerce international (5.1), la concentration et la déconcentration de la production industrielle du Cuivre et ses causes et effets. L'évolution des "prix réels et nominaux (5.2) nous donnera une vision plus nette de la détérioration des échanges des pays producteurs ; la diminution des prix du Cuivre en monnaie constante nous dévoilera ses implications sur les économies minières et industrielles. La baisse des prix du Cuivre pendant la crise sera liée à ses effets dans les branches consommatrices et à la situation des économies de la Zambie, du Pérou et du Chili (5.3.2). On examinera également les réactions du CIPEC et le problème des barrières à l'entrée, de l'inégalité des conditions d'échange et de l'appropriation des rentes conjointes bénéficiant de certains tarifs préférentiels.

Enfin, dans le dernier séminaire l'année prochain, l'analyse portera sur la situation du dernier producteur (6.2), la déconcentration de sa production, la diminution en teneur de ses gisements, les difficultés de l'exploration, l'intégration de l'industrie du Cuivre, ses coûts de production, les liens financiers entre producteurs miniers et banques, leur supériorité par rapport aux pays du CIPEC et l'importance de certains de ces pays en ce qui concerne la fertilité de leurs gisements et, par conséquent, leurs faibles coûts de production et leurs rentes différentielles élevées, ainsi que la quantité de produits joints et les rentes conjointes.

Cette recherche *introductive* dans le domaine minier déterminera les politiques minières possibles dont peuvent profiter les pays producteurs de Cuivre (ou des autres métaux), que ce soit par une stabilisation des prix, la constitution d'un stock ou l'incitation à un redéploiement industriel dans le but de valoriser leur territoire en menant des politiques à long terme avec leurs partenaires.

Plusieurs thèmes ne seront abordés qu'indirectement, en raison de l'ampleur et de la complexité du sujet; et d'autres points que les problèmes économiques d'exploration du dernier producteur (ou du premier), les investissements miniers, les C.M.M., l'Etat-Minier, les politiques des pays consommateurs ou les politiques minières, les nodules miniers, le financement de projets et les risques encourus, les nationalisations, la production conjointe minière feront l'objet de recherches ultérieures.

Dans les pages suivants les diapositives monstres au début sur les travaux d'extraction et production minière au 16-18^e siècle en Bolivie, Allemagne et France que montrent d'une certaine manière la situation de l'époque dans les 2 continents.

Merci de votre attention

Saul Alanoca
Paris

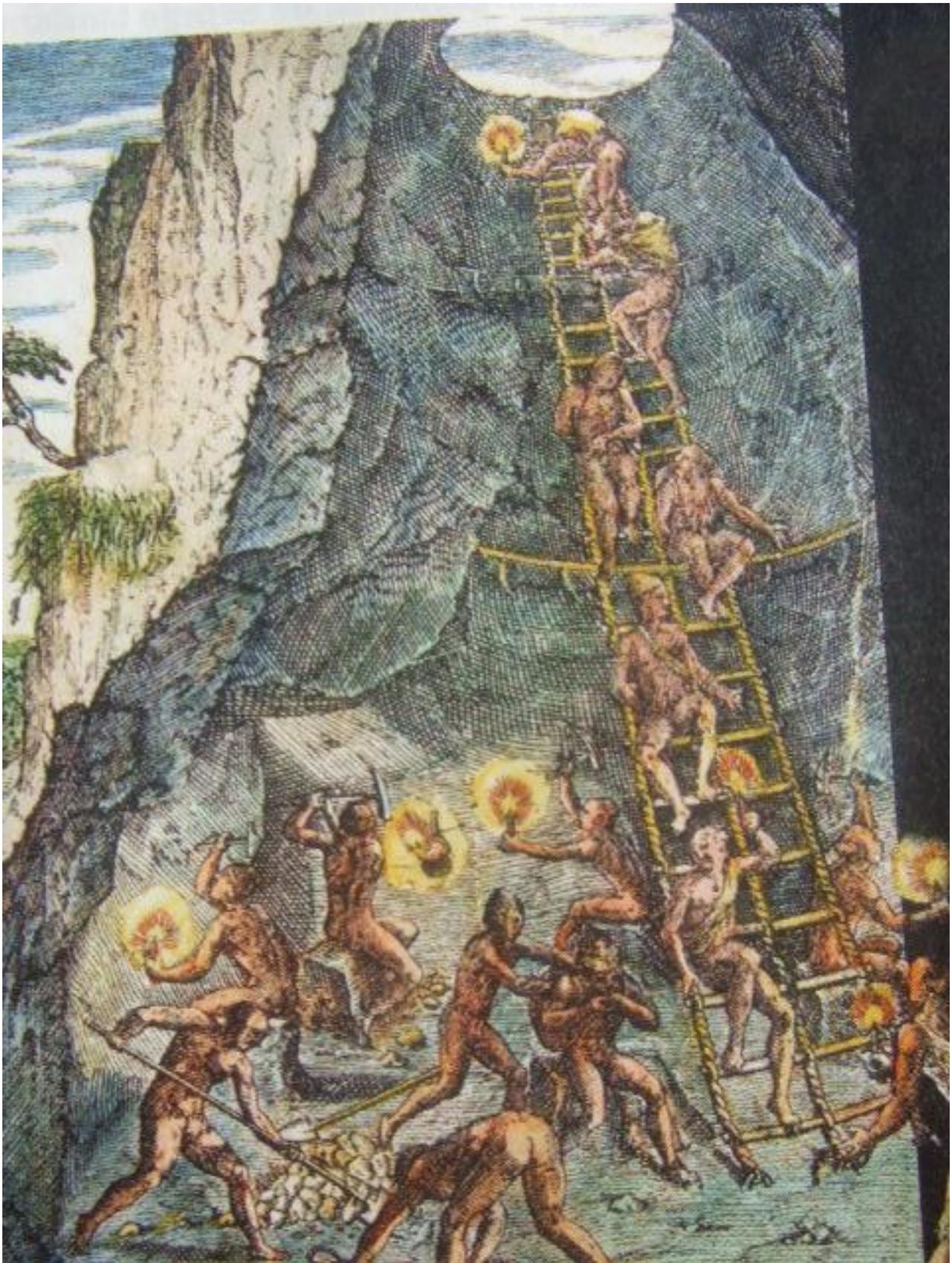
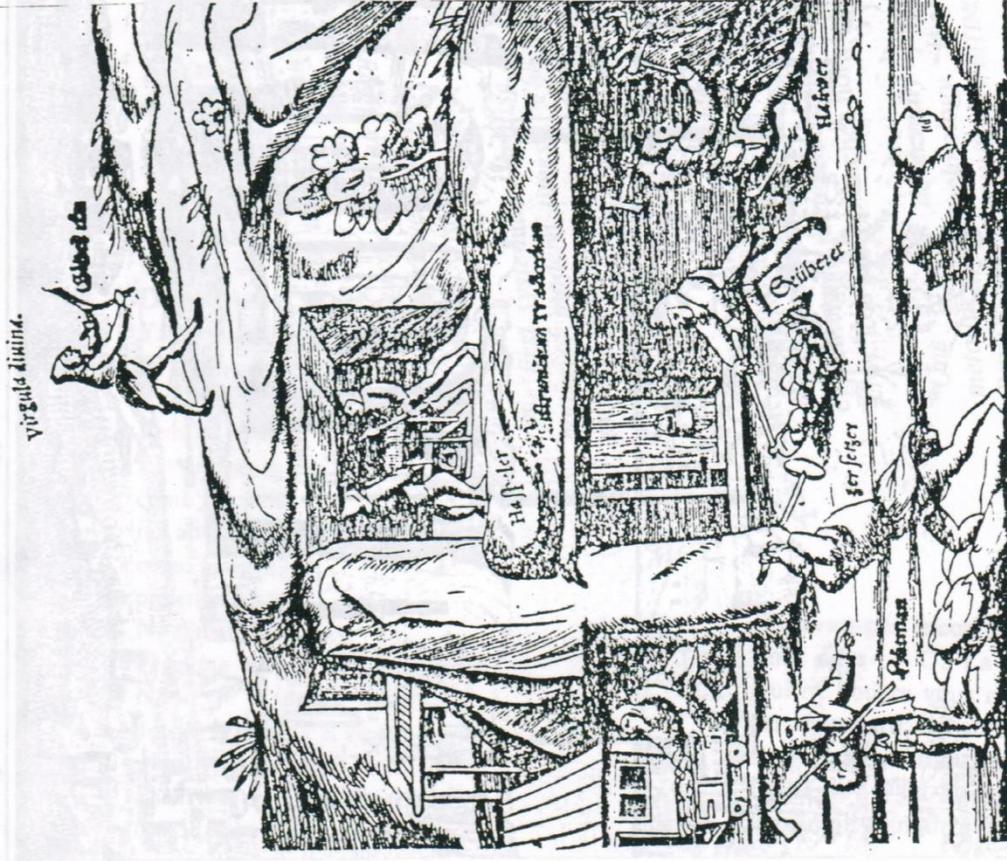


Fig 1. Le travail dans les mines dans l'antiquité et probablement en Potosi, Bolivia au XV-XVI siècle



METAL-MINING AT LIEBERHAL. (Germany 1550). (Münster).
 (Mining processes—hewing by hand-pick and hammer, raising ore by means of truck and windlass. Prospector uses divining-rod in search of ore.)



THREE VERTICAL TIMBERED SHAFTS, SERVED BY WINCHES (*Agricola*, f. 72).
 (The workings are shown with underground timbering to strengthen the galleries. Shaft C is shown with an approach by ladder.)

Fig. 2. : Des méthodes de prospection et de production au XVIème siècle, en Allemagne.



Fig. 1 : Des méthodes d'extraction du minerai au XVIIIème siècle en France. (DIDEROT, ENCYCLOPEDIE).